

ARMES: immixtion scandaleuse de l'ONU

Selon les informations parues dans les médias, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU a exigé de la Suisse dans un rapport publié le 23 novembre qu'elle prenne des mesures afin de rendre plus difficile l'accès aux armes conservées à domicile dans le cadre du service militaire. Le Comité interpartisan contre l'initiative sur les armes prend avec étonnement connaissance de cette immixtion de l'ONU dans la campagne de votation concernant l'initiative sur les armes. Les exigences formulées par le Groupe de travail de l'ONU ne reposent sur aucun fondement. Selon un rapport de l'OFSP, il n'y a pas d'explication scientifiquement reconnue pour expliciter la différence du taux de suicide par rapport aux pays limitrophes. De plus, le coefficient des suicides a connu une baisse successive en Suisse au cours des dix dernières années, comme dans tout les autres pays de l'Europe de l'Ouest et des pays de l'Ouest en général. — (Comité interpartisan contre l'initiative sur les armes)

PRÉCISION**DÉLIT D'INITIÉ: la mauvaise référence**

A propos de l'article «Alourdissement de la surveillance et des sanctions», L'Agefi du 20 décembre.

Contrairement à ce que laissait entendre la dépêche de l'ats publié dans notre édition d'hier, les remous suscités par la fusion Swissfirst/Bank am Bellevue n'ont pas provoqué une réforme de la norme pénale contre le délit d'initié. Le projet de réforme était antérieur et s'inscrivait dans la mise en conformité de la législation suisse aux prescriptions du GAFF.

Seuls des défauts de paiement ramèneront les esprits à la raison

L'industrie doit prendre des risques pour plaire aux investisseurs et ces risques ne sont pas forcément couronnés de succès.

JEANNETTE WILLINER*

Un nouvel encadrement bancaire est incontournable pour ramener les banques à l'éthique professionnelle et à la rigueur. Malheureusement le moment n'est pas encore venu. Le président Obama a voulu casser les banques: il y a beaucoup perdu quant à sa popularité et l'épargnant y a perdu avec lui. Le monde bancaire est toujours d'accord avec de nouvelles règles le jour où il constate qu'il est en perte de vitesse sensible et que seule une attitude différente peut ramener la confiance des clients.

Le secteur bancaire n'a rien à voir avec les autres. L'industrie doit prendre des risques pour plaire aux investisseurs et ces risques ne sont pas forcément couronnés de succès. Par contre, les banques sont suspectes lorsqu'elles adoptent ce genre de politique. Une simple menace de défaut de paiement a de lourdes conséquences y compris et surtout sur le plan social. Pourtant les emprunts continuent de se placer facilement y compris les emprunts à taux facial élevé celui-ci compensant une qualité moindre. Le rendement de ces emprunts, autrefois appelés junk bonds, a été de l'ordre de 15% aux Etats-Unis en 2010. Mieux: en Europe ce secteur n'était qu'une niche microscopique. Or Credit Suisse relève que les sociétés européennes ont vendu pour 51 milliards d'euros (toutes de-

vises confondues) de tels emprunts. Ce volume est en progression de 75% par rapport à 2009. Naturellement, chaque emprunt offre l'opportunité de développer des produits structurés qui se vendent d'autant mieux que l'emprunt est recherché. Ce n'est pas la seule peau de banane offerte par le marché obligataire.

Il est vulgaire d'évoquer la possibilité de défaut d'un pays riche. Pourtant, dans la situation actuelle on n'en est plus très éloignés: de nouvelles dispositions devront être prises si on veut éviter cette possibilité de déshonneur. Les Etats-Unis ont montré que cette éventualité ne relevait pas du rêve. En 1994, la faillite du Comté d'Orange, était l'exemple qu'une municipalité pouvait se déclarer en faillite, droit qui n'est pas accordé aux Etats de l'Union. Cette faillite était la conséquence d'opérations spéculatives délirantes: pour chaque dollar déposé le trésorier avait emprunté deux dollars. Suite à cet accident la défiance vis-à-vis des collectivités locales a été si grande qu'elle a donné naissance à la création d'association mutuelles servant d'assurances qui, elles-mêmes ont engendré les assurances monolignes (dont on a beaucoup parlé en 2007! lorsqu'elles n'ont plus pu payer). Et pourtant cet encadrement était insuffisant puisqu'en novembre 2007 le fonds de pension de Floride a connu de graves problèmes. A l'heure actuelle 46 Etats améri-

cains sur 50 sont déficitaires pour un montant total de l'ordre de 125 milliards de dollars. En 2011, la somme des déficits serait de l'ordre de 140 milliards. Et ce montant ne comprend pas les prestations dues aux retraités que bien sûr les Etats ne peuvent financer. Il se profile à l'horizon une cure d'austérité nécessaire au rétablissement des finances locales. Une telle austérité est-elle possible ou inventera-t-on une autorisation de faillite?



IL EST VULGAIRE D'ÉVOQUER LA POSSIBILITÉ DE DÉFAUT D'UN PAYS RICHE. DANS LA SITUATION ACTUELLE ON N'EN EST POURTANT PLUS TRÈS ÉLOIGNÉ.

Ces deux pistes non exhaustives de graves problèmes potentiels pour le marché obligataire, laissent entrevoir une hausse du loyer de l'argent incontournable. Les experts hésitent: certains prétendent que ce ne serait pas judicieux vu la situation actuelle: les prix de l'immobilier américain seraient tirés vers le bas (encore davantage!), le taux de chômage monterait, il y aurait de suite quantité de faillites bancaires etc. Les mêmes reviennent sur leurs affirmations et constatent qu'il n'y a pas d'autre solution: on purifierait la situation des faillites inévitables qui se trouveraient précipitées, dans certains pays (dont la Suisse et bien d'autres) le prix de l'immobilier reviendrait à des niveaux

conformes avec la logique économique, les entreprises auraient des perspectives mieux définies le troisième âge retrouvant sa capacité de consommation à travers un revenu retrouvé. Les banques devraient enfin réfléchir à ne plus faire n'importe quoi avec de l'argent qui coûterait enfin quelque chose.

D'autres solutions existent. Les gouvernements vont-ils aller directement à la source et prendre

dront-ils? Il faut voir un peu plus loin que la France voisine très protégée par un plateau social très généreux dont la durée est toutefois indéterminée.

Par ailleurs, les entreprises industrielles ne sont pas revenues à une croissance normale: elles ont appris à gérer l'incertitude. Les matières premières sont utilisées à des fins quasi guerrières: la fâcherie de la Chine avec le Japon, suite à une dispute au sujet de quelques îlots, a privé l'Empire du Soleil levant des terres rares pourtant indispensables dans la haute technologie. Quant aux métaux précieux et autres matières premières industrielles elles subissent les pressions engendrées par la peur: un large pan de la bijouterie est impacté par ce phénomène; pas le luxe suisse bien sûr mais cette industrie est sensiblement plus vaste que cette niche! Alors, les investisseurs vont-ils toujours être présents lorsqu'au premier trimestre 2011 les emprunteurs se ruent à l'assaut des marchés pensant toujours trouver preneur à bas taux. Car enfin des Etats en faillite garantissent d'autres Etats en faillite. Et au-delà que penser d'un gros emprunteur français, la CADES, restructurant une dette sociale, donc sans valeur ajoutée, qui n'est pas formellement garanti par l'Etat français mais fait comme si? Il y a beaucoup trop de CADES sur le marché mondial.

* *Analyste indépendant*

La crise devient vestimentaire

Ou comment un simple dress code explique l'état de délabrement des usages sociaux.

CYRIL DEMARIA

Dans *La vie est belle*, de Franck Capra (1946), James Stewart joue le personnage central de George Bailey, sauvé du suicide par un apprenti-ange dans une petite ville de l'Etat de New York. George a travaillé comme commis de pharmacie, est devenu sourd d'une oreille après avoir sauvé son frère de la noyade et est devenu banquier par accident. George est tiré à quatre épingles, ne sort jamais sans son chapeau et d'une éducation sans reproche. Les autres personnages sont tout autant formés à la vie en société et conscients de leur rôle social autant que de leur libre-arbitre. Inutile de dire qu'il n'y a pas de code vestimentaire à la Bailey Building and Loan Association...

Le film a marqué l'histoire, et il n'est pas impossible que le code vestimentaire de l'UBS laisse des traces - à tout le moins sur le mode de l'anecdote. Toutefois, le symbole incite à une réflexion sur sa signification sociale, économique et éthique. En effet, le fait qu'un établissement bancaire se sente obligé d'expliquer les règles de

base de l'hygiène et de la mode bancaire suisse laisse songeur. Non seulement la génération des années 1960 n'a pas transmis une partie des codes essentiels pour la vie en communauté de la jeune génération, mais les règles de bons sens n'ont par ailleurs pas été transmises par les relais sociaux tels que l'école ou la vie en commun.

Cela signifie aussi que certaines règles, par définition supposées acquises par le biais de l'éducation et entretenues pas la vie en société (et notamment la mixité sociale), doivent peut-être être rappelées. Doit-on en arriver à un «code de la vie en société», avec examen à la clé comme pour le permis de conduire? Ou tout au moins inscrire cela au programme des écoles helvétiques? A l'heure des piercings, faux-ongles, tatouages et autres teintures extravagantes, on se plaît à rêver à des personnes ayant la sobriété, la classe et le charme des acteurs principaux et secondaires des films de Capra.

Au-delà des apparences, c'est aussi le fond de l'histoire qui fait réfléchir. George Bailey renonce à ses rêves de voyages au long cours pour assumer la charge d'une banque coopérative en quasi-faillite. Il la sauve en y mettant la totalité de son capital, conscient de son rôle social et économique. Il

refuse une vie facile et dorée offerte par son concurrent quasi-monopolistique pour faire perdurer un idéal de vie basé sur l'engagement personnel, le sens des responsabilités et la réciprocité sociale. Le personnage est certes un idéal propre aux films de Capra, mais il illustre aussi les aspirations de la génération d'après-guerre qui a sans doute un peu trop gâté la suivante.

Le fait que la Bailey Building and Loan Association soit une coopérative qui n'appartient pas techniquement aux Bailey n'empêche pas ceux-ci de se sentir responsables de son sort et donc de celui de leurs clients-proprétaires. La campagne de communication d'UBS est bien loin de cela. Les CEOs et les cadres s'y succèdent, les responsabilités sont diluées et l'ensemble donne l'impression que la seule entité finalement responsable est la Confédération, c'est-à-dire la coopérative des citoyens helvétiques. De là à dire que UBS et Crédit Suisse appartiennent de fait à la Confédération et qu'elles devraient être nationalisées (ou transformées en coopératives) en vue d'une séparation de leurs activités, il n'y a qu'un pas qu'il serait peut-être judicieux d'envisager.

Le problème du too big to fail, malgré les Accords de Bâle III, n'est pas résolu. Les règles, tout

comme les précédentes, seront prises en compte et les risques se déplaceront ailleurs. La réalité de la réglementation est celle d'un retard permanent et croissant sur l'activité bancaire et financière. Le fait que la Finma peine à se doter d'un dirigeant illustre le sentiment que le jeu n'en vaut peut-être pas la chandelle: en cas de problème, le bouc-émissaire est tout désigné comme en ont fait l'expérience la SEC et la FSA au cours de la crise.

La crise de 1929 aux Etats-Unis avait conduit ces derniers à séparer juridiquement les activités de banque commerciale et de banque d'affaires. Cette crise n'a produit qu'une séparation limitée des activités de trading propriétaire et quelques aménagements sombres toute mineurs. Il serait dommage que l'histoire ne retienne que la crise de 2007-2009 fut une «crise pour rien», ou plutôt «une crise de mise à niveau vestimentaire».

LA GÉNÉRATION DES ANNÉES 1960 N'A PAS TRANSMIS UNE PARTIE DES CODES ESSENTIELS POUR LA VIE EN COMMUNAUTÉ DE LA JEUNE GÉNÉRATION.

COURRIER

Le retour des travers de l'Etat providence

Il y a 10 ans, nous avions une situation économique «à la grecque» avec près de 10 milliards de dettes. Le poids du remboursement de nos emprunts et des intérêts rendait tout investissement impossible et bloquait tout le processus de modernisations de nos infrastructures.

Aujourd'hui, les finances de notre canton à peine redressées, voici les partisans du «tout Etat» pointer «le bout du nez à la fenêtre» en exigeant de nouveaux postes de fonctionnaires comme seule mesure régulatrice du marché de l'emploi.

Alors que l'Europe est en crise profonde et croule sous le poids de la dette publique, tout comme le reste de l'économie mondiale, la gauche n'a comme seul mot d'ordre: de nouveaux fonctionnaires, ce, alors que notre vie sociale et économique est de plus en plus paralysée par une administration pléthorique et inefficace.

Tout projet, aussi modeste soit il, doit affronter nombre d'exigences de départements spécieux devenant d'autant plus critiques qu'ils n'ont rien à dire, mais c'est juste pour eux la seule raison d'exister: critiquer, bloquer, interrompre, figer!

Cette approche de la gauche, dans les conditions économiques que nous vivons est suicidaire et augure de lendemains de sinistres éclairages. Cette gauche plurielle qui ne propose rien, ou alors d'avoir de meilleurs dividendes des entreprises contrôlées par l'Etat ou dans lesquelles ce dernier joue un rôle important, l'on croit rêver! La semaine dernière encore, la députée socialiste de Nyon demandait un meilleur dividende de Romande Energie arguant que le 2% versé était insuffisant (pourtant 4 fois plus important que le rendement de nos fonds à la banque) ou encore la demande dans le même sens des Verts d'Yverdon, qui jugent le 4% de Raiffeisen tout aussi insuffisant! «Faites comme je dis pas comme je fais...». Cette course incessante à de l'argent public pousse notre économie à la ruine et à l'inefficacité! La seule alternative au chômage des jeunes et des moins jeunes consiste à donner plus de liberté au secteur public, à en combattre les éventuels excès mais après pas avant! J'espère que les Vaudois sauront s'en souvenir lors des prochaines votations.

PATRICK SIMON,
Tanmay